

L'immigration est-elle une charge pour les pays d'accueil ?

La France est l'un des pays développés qui accueillent le moins d'immigrés et un de ceux où la part des immigrés dans la population est la plus basse.

Sur le terrain économique et social, l'immigration est ambivalente :

- A court terme, elle peut contribuer à accroître le chômage ainsi que la pression sur les salaires et les conditions de travail, dans la mesure où les nouveaux immigrés sont souvent prêts à accepter des conditions d'emploi inférieures à celles que les résidents recherchent. C'est une des raisons pour lesquelles les chefs d'entreprise sont généralement favorables à une immigration significative. Et dans un contexte où les logements sont en nombre insuffisant, l'arrivée de nouveaux immigrés peut aggraver les tensions sur ce marché.

- D'un autre côté, les immigrés et leurs familles apportent au pays qui les reçoit un surcroît de consommation, qui soutient l'activité. Contrairement à ce qu'on prétend, les immigrés jouent aussi un rôle plutôt favorable du point de vue du financement des systèmes sociaux : ce sont des personnes jeunes, qui, lorsqu'elles sont employées légalement, contribuent à financer les retraites des résidents.

Or ce sont en majorité des personnes qualifiées qui ont tenté leur chance dans les pays développés. Ce qui pose problème : la volonté des pays développés de privilégier la seule immigration de personnes qualifiées (informaticiens, infirmières, médecins...) aggrave la situation des pays de départ. Enfin, les immigrés sont souvent, à moyen terme, une source importante de dynamisme économique et de renouvellement du tissu des entreprises, du fait d'une volonté plus affirmée que dans d'autres groupes sociaux de progresser en matière de statut social dans le pays d'accueil.

Finalement, l'impact économique de l'immigration sur les pays d'accueil dépend beaucoup des politiques menées dans les dits pays. Dans un contexte où les politiques publiques favorisent la régulation du marché du travail, soutiennent le logement social et la protection sociale, l'immigration peut contribuer à accélérer l'activité sans nuire au bien-être des résidents. *A contrario*, dans un pays où on veut à tout prix libéraliser le marché du travail et réduire les dépenses publiques, elle risque de contribuer à aggraver la situation des couches populaires.

Mais avons-nous le choix ? Dans un monde où les écarts démographiques sont importants et où le changement climatique redessine les zones favorables aux activités humaines, peut-on raisonnablement éviter des migrations significatives ? Et ne vaut-il pas mieux, dans un tel contexte, essayer de s'y adapter dans les meilleures conditions, pour les résidents comme pour les nouveaux arrivants ? Plutôt que de tenter vainement de bloquer les flux en encourageant au passage une économie criminelle à grande échelle, comme c'est toujours le cas avec des politiques de prohibition ?

Les immigrés posent en effet d'autant moins problème aux pays d'accueil, notamment en matière de dumping social, qu'ils n'y séjournent pas illégalement en y étant condamnés au travail au noir.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID

<http://aid97400.re>

D'après Alternatives économiques du 20 mars 2018